

Des alternatives au néolibéralisme

La coopération comme alternative à la guerre permanente et aux politiques sécuritaires

La guerre permanente

L'économie de prédation des grandes puissances trouve son prolongement dans la guerre permanente pour le contrôle des ressources naturelles, notamment énergétiques. C'est aussi l'expression d'une volonté de domination plus générale. Les États les plus puissants, dans l'OTAN en particulier, sont au service des sociétés transnationales et des classes dirigeantes.

Les politiques sécuritaires

Pour nombre d'États les plus puissants, ces politiques sécuritaires se justifieraient par la montée des intégrismes et des fanatismes, le développement d'un terrorisme qu'ils ont précédemment encouragé en pratiquant la violence et un terrorisme d'État (ex. Afghanistan-Irak). Le rôle des États-Unis est central dans cette situation de confrontation dramatique, dans l'accélération du militarisme et le développement des politiques sécuritaires. Mais les autres grands États, fortement militarisés, et notamment la France, aspirent à partager les bénéfices de la mondialisation libérale qui a systématisé ces politiques.

Et l'Europe ?

Dans cette situation, la politique étrangère de l'Europe est impuissante. Elle est incapable de « parler d'une seule voix » et refuse toute initiative qui n'aurait pas l'accord de Washington (Afghanistan, conflit israélo-palestinien).

Quelle solution ? La coopération

La solidarité internationale ne peut s'accommoder de ces tensions et guerres. Elle exige de nouvelles formes de coopération économique et politique internationale. Celle-ci doit être fondée sur :

- la reconnaissance du droit des peuples à décider de leur destin,
- le principe d'égalité de leurs droits d'accès aux ressources et aux biens communs,
- la reconnaissance de la diversité dans leur manière de produire.

Ces accords de principe supposent, comme préalable :

**L'annulation de la dette publique des pays du Sud
et la restitution des sommes détournées.**

Pour réaliser cette coopération, Attac propose :

« Se réappropriier ensemble l'avenir du monde »

(voir au dos)

Des alternatives au néolibéralisme

La coopération comme alternative à la guerre permanente et aux politiques sécuritaires

La guerre permanente

L'économie de prédation des grandes puissances trouve son prolongement dans la guerre permanente pour le contrôle des ressources naturelles, notamment énergétiques. C'est aussi l'expression d'une volonté de domination plus générale. Les États les plus puissants, dans l'OTAN en particulier, sont au service des sociétés transnationales et des classes dirigeantes.

Les politiques sécuritaires

Pour nombre d'États les plus puissants, ces politiques sécuritaires se justifieraient par la montée des intégrismes et des fanatismes, le développement d'un terrorisme qu'ils ont précédemment encouragé en pratiquant la violence et un terrorisme d'État (ex. Afghanistan-Irak). Le rôle des États-Unis est central dans cette situation de confrontation dramatique, dans l'accélération du militarisme et le développement des politiques sécuritaires. Mais les autres grands États, fortement militarisés, et notamment la France, aspirent à partager les bénéfices de la mondialisation libérale qui a systématisé ces politiques.

Et l'Europe ?

Dans cette situation, la politique étrangère de l'Europe est impuissante. Elle est incapable de « parler d'une seule voix » et refuse toute initiative qui n'aurait pas l'accord de Washington (Afghanistan, conflit israélo-palestinien).

Quelle solution ? La coopération

La solidarité internationale ne peut s'accommoder de ces tensions et guerres. Elle exige de nouvelles formes de coopération économique et politique internationale. Celle-ci doit être fondée sur :

- la reconnaissance du droit des peuples à décider de leur destin,
- le principe d'égalité de leurs droits d'accès aux ressources et aux biens communs,
- la reconnaissance de la diversité dans leur manière de produire.

Ces accords de principe supposent, comme préalable :

**L'annulation de la dette publique des pays du Sud
et la restitution des sommes détournées.**

Pour réaliser cette coopération, Attac propose :

« Se réappropriier ensemble l'avenir du monde »

(voir au dos)

- la garantie de la libre circulation des personnes au niveau international ;
- la restitution aux États d'origine des sommes détournées par leurs dictateurs et dirigeants corrompus, et un contrôle citoyen des fonds restitués, de l'aide et de l'annulation de la dette ;
- l'augmentation de l'aide publique au développement des pays du Sud par l'UE (Union européenne) ;
- la promotion, notamment par la protection aux importations, d'une agriculture diversifiée et adaptée, avec circuits courts entre producteurs et consommateurs, et interdiction des cultures OGM en plein champ ;
- la création, par l'UE, d'un fonds spécial pour le rétablissement, la création ou le renforcement dans les pays en développement, des services publics, notamment l'eau, l'éducation, la santé ;
- la réduction drastique, sous l'égide de l'ONU, **des productions d'armes de toutes sortes**, et la lutte contre le trafic d'armes ;
- l'interdiction de l'usage des technologies de destruction massive : nucléaire, bactériologique et chimique ;
- le retrait de la France de l'OTAN et la résiliation de ses accords militaires avec les pays africains ;
- la fermeture des bases militaires à l'étranger.

- la garantie de la libre circulation des personnes au niveau international ;
- la restitution aux États d'origine des sommes détournées par leurs dictateurs et dirigeants corrompus, et un contrôle citoyen des fonds restitués, de l'aide et de l'annulation de la dette ;
- l'augmentation de l'aide publique au développement des pays du Sud par l'UE (Union européenne) ;
- la promotion, notamment par la protection aux importations, d'une agriculture diversifiée et adaptée, avec circuits courts entre producteurs et consommateurs, et interdiction des cultures OGM en plein champ ;
- la création, par l'UE, d'un fonds spécial pour le rétablissement, la création ou le renforcement dans les pays en développement, des services publics, notamment l'eau, l'éducation, la santé ;
- la réduction drastique, sous l'égide de l'ONU, **des productions d'armes de toutes sortes**, et la lutte contre le trafic d'armes ;
- l'interdiction de l'usage des technologies de destruction massive : nucléaire, bactériologique et chimique ;
- le retrait de la France de l'OTAN et la résiliation de ses accords militaires avec les pays africains ;
- la fermeture des bases militaires à l'étranger.

Manifeste altermondialiste d'Attac

(Pour en savoir plus : publication 4 pages Manifeste altermondialiste sur le site internet et livre disponible en librairie.)

Attac : Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens
 Attac-Isère - Siège social : Maison des Associations
 6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE / Boîte vocale : 04 76 47 32 81
 Site internet : www.local.attac.org/attac.38 / Email : attac38@attac.org
 Permanences : MDA les mercredis a.m. et café le Glacier à Grenoble, 18h-20h

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique

Manifeste altermondialiste d'Attac

(Pour en savoir plus : publication 4 pages Manifeste altermondialiste sur le site internet et livre disponible en librairie.)

Attac : Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens
 Attac-Isère - Siège social : Maison des Associations
 6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE / Boîte vocale : 04 76 47 32 81
 Site internet : www.local.attac.org/attac.38 / Email : attac38@attac.org
 Permanences : MDA les mercredis a.m. et café le Glacier à Grenoble, 18h-20h

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique